L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 7 MARS 1876. 29me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 7 MARS.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par O. Valetin, sur la Levée, au Picayune Tier, en face du marché français—vins, amandes, liqueurs, figues, &c.

Par S. Guinault, au coin des rues Craps et Kerlerec—groceries.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 33 de la rue des Magasins—bottes, souliers et brodequins.

Par Vincent & Co., au Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—marchandises sèches, lingerie et chapeaux.

SPECTACLES.

Mardi, 7 Mars 1876.

OPERA—Le Sphinx.
VARIETES—Kit, le voyageur de l'Arkansas.
ACADEMIE—Davy Crockett.
ST-CHARLES—Les Soudrs Wallace.

Les Lois de la session législative.

Avant de résumer les travaux législatifs accomplis dans la session qui vient de finir, nous allons, d'abord, donner l'énumération et la substance des lois qui ont été promulguées jusqu'ici.

La première qui porte le No 1, publiée dans le *Republican* du 2 février, est la loi sur les circonscriptions électorales, (Apportionment Act). Par suite du compromis consenti par les conservateurs, le nombre des représentants est porté de 111 à 120, l'addition de neuf districts représentatifs étant basée sur le recensement frauduleux de 1875 est naturellement en faveur des radicaux, mais ceux-ci ont consenti à ne pas augmenter le nombre des districts sénatoriaux. Nous avons déjà dit que les démocrates eussent dû exiger l'abolition du Bureau des retours en échange de leur acceptation de cette loi et du recensement frauduleux qui lui sert de base.

Dans le numéro du 4 février, nous trouvons sous le No 2, la résolution de l'assemblée reconnaissant la délégation congressionnelle de la Louisiane de presser le passage d'un bill d'allocations pour les levées du Mississippi.

Numéro du 6 février : No 3, résolution allouant $10,000 à l'Aide des sous à Jackson, Louisiane ; No 4, loi incorporant Royville, paroisse Lafayette, et ordonnant une élection du maire et des trois conseillers municipaux le 1er lundi d'avril 1876.

9 février : No 5, loi enregistrant la Charte du Pelican Hook and Ladder Co. No 1, de Baton-Rouge ; No 6, loi sur le juri paroisse Claiborne.

10 février : No 7, pour changer le nom de Brashear City en Morgan City.

11 février : No 8, bill pour rappeler la loi 55 du 23 mars 1874 sur Shreveport ; No 9, résolution invitant la délégation congressionnelle à presser le passage d'un bill pour aider à enlever les obstructions établies par le général Jackson en 1814, dans le bayou Lafourche.

17 février : No 10, résolution pour inviter la délégation congressionnelle à demander que les fleuves et cohrs d'eau de la Louisiane soient remplis de poissons.

22 février : No 14, bill pour réformer la Charte notariée du chemin de fer du Pacifique " New Orleans Pacific Railway Co. " ; No 15, bill pour autoriser le juri de police de Caddo à émettre des bons.

29 février : No 17, bill pour régler le jugement des appels devant la Cour Suprême de la Louisiane, dans les affaires sommaires ; No 18, bill pour incorporer le St-Patrick Savings Bank ; No 48 de la session régulière de 1875, ce bill est le bill passé par la ménagerie Hahn, que Kellogg a prétendu avoir approuvé le 18 avril 1875, et qui change l'ordre de succession aux fonctions de gouverneur, en excluant le président de la Chambre.

2 mars : No 49 de la session régulière de la législature illégale Hahn, allouant $500 pour un bill de gaz ; non approuvé par le gouverneur et reçu dans le bureau du secrétaire d'Etat le 26 février 1875 ; No 50 de la même session, résolution demandant l'aide du Congrès pour les districts inondés, non approuvée et reçue par le secrétaire d'Etat, un an après le passage, le 23 février 1876. Il est bien temps de demander des vivres et des vêtements pour les inondés de la Louisiane. No 53 de la même session et de la législature Hahn, autorisant le comité sur les comptes de l'auditeur et du trésorier à employer des commis etc., approuvé soi-disant le 13 avril 1875, promulgué quand les comités ont fini leurs travaux ; No 51, résolution de la même ménagerie, endossant le hentenantgouverneur Penn, et No 52, résolution exprimant la profonde gratitude pour l'assemblée à B. F. Butler, ces deux résolutions censées approuvées le 13 avril 1875 ; rien de perdu dans le retard.

Même jour 2 mars : No 12 de la session extraordinaire de 1875, bill déclarant que les taxes arriérées au moment du passage de la loi ou qui deviendront dues constitueront un privilège sur la propriété assessée avec priorité sur les autres privilèges. Cette disposition remplace la section 11 de la loi 74 de 1872 qui étendait le privilège aux autres biens du délinquant. M. Kellogg n'a pas approuvé cette mesure fort juste et l'a gardée un an dans sa poche ; elle n'a été reçue par le secrétaire d'Etat que le 26 février 1876.

4 mars : No 19, bill des allocations législatives, allouant $175,302 60 pour la session de 1876 et $6,382 85 pour les déficits des deux sessions de 1875 ; nous parlons ailleurs de ce bill.

No 20, bill autorisant, avec le consentement d'un vote populaire, la levée d'une taxe spéciale à la Nouvelle-Orléans en faveur du chemin du Pacifique ; nous avons donné le texte de ce bill dans notre numéro de dimanche.

No 21, bill pour autoriser les autorités de diverses paroisses et municipalités à souscrire des actions du même chemin de fer, avec le consentement du vote populaire.

Nous continuerons cette analyse un fer et à mesure de la promulgation des lois.

SÉNAT.

Le Sénat s'étant réuni hier à midi, a siégé à huis-clos. A la réouverture des portes, il a adopté des résolutions allouant $1,100 pour sergents-d'armes additionnels, $250 pour le secrétaire du comité chargé de s'enquérir des troubles des paroisses de la Floride et de leurs causes, et $350 pour l'avocat de ce même comité. Le Sénat s'est ensuite ajourné pour se réunir de nouveau aujourd'hui, mardi.

LECTURE PAR JEFFERSON DAVIS. — M. Jefferson Davis, ex-président de la Confédération, prononcera ce soir, à 7 heures et demie, dans la salle de l'Exposition, un discours sur la guerre entre les Etats Unis et le Mexique et ses résultats. La recette est destinée à la Société des Vétérans de la guerre du Mexique. Le talent oratoire de M. Davis joint à l'intérêt du sujet qu'il doit traiter attirera, nous en sommes persuadés, une foule considérable à l'Exposition Hall. Les billets se vendent au No 53 de la rue St-Charles. Entrée, 50 cents seulement.

Nous avons reçu du sénateur Thurman le discours prononcé par lui le 7 février au Sénat des Etats-Unis, contre l'admission de Pinchback. C'est une revue concise de la cause et qui est d'une argumentation serrée et irréfutable.

Nous remercions l'honorable George W. Dupré de l'envoi qu'il nous a fait du rapport du comité présidé par lui sur les affaires du bureau métropolitain.

MUSIQUE.— Nous avons reçu de MM. Wehrmann et Bailey, 139 rue Royale, une valse composée par Narciso Martinez, et le premier baiser, valse par Georges Lamothe.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratitement une belle canette de thé chinois.

Le bill des allocations législatives.

Lorsque les membres de la Législature ont voulu, hier, échanger leurs certificats contre des mandats de l'Auditeur, on leur a répondu que cela ne se pouvait pas, parce que le bill est inconstitutionnel à cause des amendements qu'y a insérés le Sénat. Par parenthèse, des Sénateurs ont déclaré que les amendements n'avaient jamais été adoptés au Sénat ; le secrétaire de ce corps en aurait fait l'adoption à lui seul par une simple mention au procès-verbal.

Voilà donc les malheureux législateurs obligés d'escompter leurs certificats, mais ici se présente une nouvelle difficulté. Nos braves Solons s'imaginaient avoir décidé que leurs mandats seraient recevables en paiement des licences d'Etat, ce qui devait leur donner une valeur de monnaie courante ou à peu près. Mais on leur montre le texte de la loi publié dans le journal officiel, et portant "que les mandats émis en vertu de la *section deux* de cet acte seront recevables etc."

Or, la section 2 a trait à l'allocation de $626 1,55 pour les déficits des deux sessions de 1875, tandis que la section 1 contient l'allocation de $175,362,60 pour les dépenses de la session de 1876. Le texte de la loi restreint donc le privilège à l'allocation de la section 2, et les mandats, donnés pour 1876, rentreront dans la catégorie ordinaire et ne seront payés au guichet du trésorier que lorsqu'ils seront entre les mains du *ring*. L'escompte sur ces mandats était hier de dix à quinze pour cent.

Il y a eu là un de ces tours auxquels nous ont habitués les greffiers et secrétaires des législatures radicales. Comment a-t-il pu se renouveler avec une Chambre démocratique et quels sont les coupables ?

C'est ce qui sera sans doute éclairci.

En attendant, les pauvres législateurs des paroisses qui avaient besoin d'argent pour retourner chez eux, ont dû se faire raser à dix ou quinze pour cent. Inutile d'ajouter que le tour fait, c'est-à-dire dès que les mandats seront en bonne main, les objections disparaîtront comme par enchantement et que les mandats seront délivrés et payés à présentation.

Il y a une espèce de vol qu'on a appelé le vol à l'américaine. Nous ne savons de quel nom on peut décorer les roueries radicales du genre de celle que nous venons de décrire. Le premier carpet-bagger qui l'a inventée, mérite un brevet d'invention pour avoir perfectionné l'art de dépouiller le prochain d'une façon quasi-légale.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratis une belle canette de thé chinois.

Louisiane.

Nous lisons dans la *Sentinelle* de Thibodeaux :

Nous apprenons au moment de mettre sous presse qu'un certain Gustave Ruthenburg, porte-balle (peddler) a été trouvé pendu à un arbre dans les bois, par deux petits garçons qui chassaient le lapin, tout porte à croire que c'est un suicide, nous donnerons dans notre prochain numéro les détails qui nous sont promis.

— M. Augustin Gaudé de Lafourche, se trouvant lundi, à bord du magasin flottant de Mr Charles Guidry à en une altercation avec M. Raphaël Gaudé son parent et a été frappé mortellement par ce dernier de deux coups de couteau.

M. A. Gaudé a succombé à ses blessures quelques instants après.

Nous nous abstenons pour le moment de tout détail, l'affaire devant être soumise à la Cour cette semaine.

Mr Raphaël Gaudé s'est constitué prisonnier le même jour.

—Nous enregistrons avec une profonde douleur la mort du jeune Frank Holden Goode, décédé après une très courte maladie, le 26 du mois dernier, à la résidence de son père J. S. Goode.

A peine âgé de 13 ans le jeune Frank promettait d'être un homme hors ligne son éducation conduite avec discernement avait développé chez lui une intelligence précoce, que le temps et l'étude eussent complété. Nous ne pouvons que nous associer à la douleur de sa famille éplorée et joindre nos regrets aux leurs.

THE CAFÉ, EPICES.—Si vous tenez à vous approvisionner de bon thé, de fin café et d'excellentes épices, allez au grand dépôt de la rue du Camp No. 5 où vous trouverez tous ces articles à très bas prix et de qualité supérieure. Il y a folie toute la journée à ce dépôt et l'empressement du public est une garantie du rare parfum de ces produits exotiques.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Les expériences du Capitaine Boyton.

Avant hier, une foule considérable s'était assemblée au bout du quai de Milneburg, pour assister aux expériences nautiques du fameux capitaine Boyton, si justement célèbre par ses exploits sur les côtes de France et d'Angleterre.

Le capitaine Boyton est un jeune homme de 27 à 28 ans, d'une taille moyenne, mais d'une vigueur peu commune, s'il faut en juger par la largeur de ses épaules et de son cou. Son visage respire l'énergie et le courage. En le voyant, on comprend qu'un tel homme ait tenté des choses que l'on aurait cru impossibles.

Nous avons relaté, à différentes reprises dans l'*Abeille*, plusieurs traits de sa vie aventureuse. Le capitaine Boyton est non seulement un intrépide nageur, mais un grand cœur, et ses actions l'ont prouvé.

Avant d'avoir inventé son appareil, il avait déjà sauvé la vie à plus de cinquante personnes, bravant la mort autant de fois avec une insouciance sublime.

Son invention est un service signalé rendu à toute l'humanité.

Nous avons déjà donné la description de l'appareil.

C'est un costume complet en caoutchouc, avec cinq tuyaux qui renouvellent l'air dans autant de chambres. Ce costume est imperméable et pèse seize livres au plus. Celui qui en est revêtu peut marcher avec, car le caoutchouc est flexible jusqu'à un certain point.

Lorsque le capitaine Boyton entre dans l'eau avec son accoutrement, on dirait absolument un monstre marin, et les poissons doivent certainement le prendre pour un des leurs.

Un appareil semblable devrait se trouver sur chaque steamer et sur chaque navire, et la marine devrait s'empresser d'adopter l'invention.

Le capitaine Boyton a tenu à faire des expériences avant-hier, au lac Pontchartrain, pour démontrer comment l'on peut utiliser son invention de différentes manières.

D'abord, pour le sauvetage simple.—Un homme tombe à l'eau ; avant qu'on ait descendu une embarcation pour le repêcher, il a le temps de se noyer deux fois ; tandis qu'avec l'appareil la chose est facile, car le sauveteur s'élance à l'eau revêtu de son costume, presqu'immédiatement après la chûte de la victime.

Ensuite, dans le cas d'un naufrage.

Un navire bâtit par la tempête se brise, ou une voie d'eau s'étant déclarée dans la cale, il s'enfonce rapidement. Le charpentier du bord, recouvert de l'armure du capitaine Boyton, peut se mettre à l'eau et construire promptement un radeau avec les épaves qui flottent.

On peut aussi se servir de l'invention dans la marine militaire, pour aller attacher une torpille à une canonière ennemie.

Le capitaine Boyton a fait au lac les évolutions les plus extraordinaires et a été souvent applaudi. Il s'est avancé sur l'eau, au moyen de sa pagaille. avec une rapidité surprenante ; il a voqué à la voile ; il a hissé des drapeaux et des signaux. En son mât en miniature ; il a fait le coup de feu pour montrer qu'il est en état de se défendre contre les poissons qui pourraient l'attaquer, ou qu'il peut au besoin augmenter ses provisions de bouche en tuant un de ces poissons à sa portée de fusil ; il a pêché aussi à la ligne, et ayant pris un poisson, il l'a fait frire au moyen d'une petite batterie de cuisine de fer blanc qu'il emporte ; enfin, il a remonté ses épaves et a construit un radeau très solide, sur lequel il est monté et qu'il a fait manœuvrer.

Le capitaine Boyton doit quitter prochainement la ville, où il laissera quelques amis et de nombreux admirateurs. Nous lui souhaitons un bon voyage.

La lutte des athlètes.

La lutte annoncée entre les deux athlètes, Jules Rigal et Emile Regnier, avait attiré dimanche soir beaucoup de monde au théâtre St-Charles, et elle a paru vivement intéresser les spectateurs. Les deux lutteurs sont tous deux admirablement bâtis. Le plus petit paraît le plus fort, mais la souplesse et l'agilité de l'autre font compensation, et comme les deux tous deux nous ont paru être à peu près d'une égale habileté, car aucun d'eux n'a réussi à jeter son adversaire sur les deux épaules, par un de ces coups francs de lutte, le coup de hanche, le coup de bras, le coup de tête, qui sont infaillibles avec les novices. Ce n'est qu'après des corps à corps prolongés à terre, dans lesquels les lutteurs se tordaient comme des serpents et faisaient les soubresauts les plus extraordinaires qu'ils ont réussi tour-à-tour à se vaincre.

La première lutte a duré près de vingt minutes et les lutteurs haletaient tous deux dans leurs efforts, lorsque Rigal, qui était sur Regnier a réussi à lui appuyer les deux épaules sur le plancher gagnant ainsi la première manche.

Après dix minutes de repos la lutte a recommencé avec des péripéties à peu près semblables, Rigal prenant l'offensive et réussissant à saisir Regnier à bras le corps et à l'enlever de terre près à le jeter sur le sol, mais sans pouvoir empêcher cedernier de se retourner et de recommencer la lutte terre à terre. Dans cette seconde reprise, à la suite de mouvements précipités et très curieux, Regnier a réussi à *tomber* Rigal, si on peut appeler tomber le fait de faire toucher les épaules en se roulant à terre avec l'adversaire. La troisième reprise a été emportée de la même façon par Regnier, ce qui lui faisait deux manches contre une. La quatrième reprise, d'abord dédié en faveur de Rigal, a été déclarée nulle sur les réclamations qui se sont produites. La lutte ayant recommencé, Rigal a été déclaré vainqueur. Samedi prochain.

Cette dernière reprise a été très animée et très intéressante ; les deux adversaires faisant preuve d'une grande adresse à parer les attaques ou à éviter les *tombées*. A la fin Rigal a un peu précipité ses attaques a réussi à faire toucher les épaules de son adversaire, remportant ainsi la victoire et gagnant l'enjeu de $200. La lutte n'a pas duré moins de deux heures.

Un voleur surpris en flagrant délit et tué.

Dimanche, vers minuit et demi, des voleurs sont entrés dans le magasin de Mr Louis Terrebonne, No. 15 rue Toulouse, entre Chartres et Vieille-Levée. Ils étaient au nombre de trois et ils avaient allumé une bougie, lorsque Mr Pierre Foures, qui occupe un appartement au premier étage et immédiatement au-dessus du magasin, s'est aperçu de leur présence, grâce à un trou dans la planche, qui laissait filtrer un peu de lumière.

Mr Foures a averti aussitôt Mr Terrebonne de ce qui se passait, et celui-ci ayant prévenu Mr F. Chevot, tous les deux sont descendus, armés de revolvers, et passant par la rue, ils ont surpris les voleurs au milieu de leur délit.

Les coquins étaient si occupés, qu'ils n'ont pas pris l'éveil. Mr Terrebonne s'est placé avec Mr Chevot à côté de la porte de la rue, qui était ouverte, et ne voulant pas engager une lutte corps à corps avec les trois hommes, il a appelé la police.

Les fripons se sont rués alors sur la porte pour s'enfuir, mais Mr Terrebonne, qui les attendait le pistolet à la main, a fait feu trois fois sur eux. Deux ont réussi à s'échapper, mais le troisième, atteint d'une balle en plein corps, est tombé sur le trottoir, en poussant un grand cri, et a expiré peu d'instants après.

La police, attirée par les trois détonations, a fini par se montrer. On a relevé le corps du voleur et on l'a reconnu comme étant un certain B. Galeti, Italien d'origine et âgé d'une cinquantaine d'années, un coquin notoire et un homme très dangereux. On a trouvé sur sa personne un pistolet, deux stylets, un trousseau de fausses clefs, $17 en billets de banque et un mandat à l'ordre de Mr Terrebonne pour $200,00.

Mr Terrebonne s'est rendu au poste de police du troisième precinct, immédiatement après la levée du corps, où il s'est constitué volontairement prisonnier.

Le coroner a fait une enquête et a constaté que B. Galleti avait été tué d'un coup de pistolet, la balle pénétrant au milieu du dos et près du cou, brisant la colonne vertébrale.

On ne sait pas encore quels sont les complices du mort, et celui-ci a été mis dans l'impossibilité de révéler leurs noms.

Mr Terrebonne a été mis en liberté sous caution. Nous le félicitons d'avoir tué un coquin aussi notoire que Galleti. S'il y avait souvent des exemples de ce genre, les vols seraient moins fréquents dans notre ville.

Mort de sa blessure.

Mr W. D. Hardiman, le plus jeune associé de la maison Prestidge, Graham & Cie, qui a reçu un coup de pistolet à l'abdomen, samedi soir, dans une altercation avec Mr James S. Prestidge, est mort avant hier matin à onze heures, des suites de sa blessure, à sa résidence, rue Josephine No 267.

On dit que Mr Hardiman, avant de mourir, a fait une déclaration devant un juge de paix, mais nous ne savons rien de positif à cet égard.

Mr Prestidge est toujours à l'Hôtel Dieu. Ses contusions à la tête sont plus graves qu'on ne l'avait pensé d'abord.

Le coroner Chastant a formé un jury hier, mais a renvoyé l'enquête à un autre jour.

Cour de Circuit des Etats-Unis.

Les affaires de whiskey et de coton continuent toujours devant la Cour de Circuit des Etats-Unis, sans révélation importante jusqu'à présent.

Hier, messieurs Rouchard et Lapointe, qui avaient été envoyés en prison par le juge Woods pour avoir refusé de livrer certains documents, ayant consenti enfin à remettre les papiers qu'on leur demandait, ont été mis en liberté.

Une autre querelle sanglante.

Le revolver semble être à l'ordre du jour et règne un souverain dans notre ville. On crie contre le duel, on le qualifie d'assassinat, et on va se tirer des coups de pistolet dans la rue, où il passe des femmes, des enfants, des personnes enfin parfaitement étrangères aux querelles que l'on peut avoir.

Les coutumes chevaleresques de nos ancêtres sont oubliées, et on prétend qu'il faut s'*américaniser* pour suivre le courant des idées nouvelles.

Eh bien, ces innovations ne nous plaisent pas. Nous pensons qu'un homme de cœur doit avoir assez de force de caractère pour se contenir et pour ne pas faire usage d'une arme à feu lorsqu'il se trouve au milieu d'une foule, si grave que soit l'insulte qu'il a reçue.

Nous trouvons aussi qu'il est bien plus courageux, bien plus généreux de se battre en duel, à armes égales et en n'exposant pas la vie des passants, que de se rencontrer, comme on le fait, au coin d'une rue, et d'échanger des coups de revolver qui portent souvent à faux.

On nous appellera peut-être arriéré, rococo, mais c'est là notre idée et nous n'en démordrons pas. Nous persistons à dire que ces rencontres sont le fait de sauvages et non pas d'hommes civilisés.

Hier, nous avons eu un autre exemple déplorable de l'abus du revolver.

Mr E. B. Karstendyke et Mr Robert J. Stockton se rencontrant, vers midi, à l'angle des rues Canal et Bourbon, devant la confiserie Lopez, ont échangé quelques paroles injurieuses, et Mr Stockton, tirant immédiatement un pistolet de sa poche, a fait feu sur Mr Karstendyke, le blessant grièvement au côté gauche.

Mr Stockton a été arrêté et enfermé au poste de police du troisième precinct, et Mr Karstendyke a été conduit à sa résidence, rue Robin 163, où le médecin qui a été appelé à lui donner les premiers soins, après avoir examiné la blessure, a refusé de déclarer son opinion.

Il y avait beaucoup de dames dans la confiserie Lopez et dans le voisinage, lorsque cette regrettable altercation a eu lieu. Le coup de pistolet a mis une véritable panique, et il faut avouer qu'il y avait de quoi. Nous croyons qu'on n'est pas généralement assez sévère pour les jeunes gens qui choisissent la rue du Canal ou un lieu public quelconque pour un champ clos. Un exemple produirait peut-être un effet salutaire.

M. Stockton, enfermé au poste de police de la place Jackson, incognito, a refusé de s'expliquer sur l'origine de la querelle, mais, si nous devons nous en rapporter aux rumeurs qui nous sont parvenues, une femme était en jeu.

Cour dite supérieure de district.

Nous apprenons que le pseudo-gouverneur Kellogg a autorisé le pseudo juge Lynch, de la quatrième cour de district, à agir comme juge suppléant de la dite dite supérieure de district, pendant la maladie du pseudo-juge Jacob Hawkins, qui, paraît-il, est dans un état assez critique pour ne pas dire des doutes sur son complet rétablissement.

Les incendies de dimanche soir.

Vers dix heures moins le quart, dimanche soir, le feu s'est déclaré dans la maison sise rue Peters No 49, entre Champs Elysées et Marigny, appartenant à Mr Myers, qui y tenait un salon de coiffeur. La batisse a été complètement détruite. Elle est assurée pour $400 dans la compagnie Teutonia.

Les flammes ont gagné ensuite les deux maisons, Nos 51 et 52 rue Peters, qui ont été consumées également.

Toutes les deux sont assurées, mais nous ignorons dans quelles compagnies et pour quels montants.

La première appartenait à Mme Barber et était habitée par elle ; la seconde, occupée par Mme Hickey, était la propriété de M. G. Mempre.

Le feu s'est propagé encore à la maison voisine, appartenant à M. H. Bolen et occupée par M. P. Compard, qui a été légèrement endommagée. Les pertes totales s'élèvent à environ six mille piastres.

Dans la même nuit, vers onze heures et demie, le feu a éclaté dans la cuisine de la maison formant l'angle des rues Melpomène et Carondelet, appartenant à Mr John Brennan et habitée par elle. La bâtisse a été détruite, avec une perte de $700, partiellement couverte par une assurance de $500 dans la compagnie mutuelle Sun.

Les flammes ont gagné la maison sise rue Melpomène, appartenant à Mr Adolphe Mallon et occupée par lui. Elle a été complètement détruite, mais on a sauvé une partie des meubles.

La propriété est assurée pour $9,000 à la compagnie Mutuelle du Sun.

On ignore l'origine de l'incendie.

L'alarme a été donnée au moyen de la boîte No 57, placée à l'angle des rues Magnolia et Erato, par l'agent Adams, du deuxième precinct de police.

Une partie du quai de Milneburg détruite par un incendie.

Hier matin, vers dix heures moins un quart, le feu a pris au tout du débarcadère du steamer Camelia, au bout du quai de Milneburg.

L'incendie a fait des progrès si rapides qu'une grande partie du quai a été détruite, ainsi que sept wagons de fret du chemin de fer Lake Shore. Le steamer Camelia n'a échappé à l'élément destructeur qu'en s'éloignant rapidement du quai en flammes.

La compagnie de pompiers de Milneburg a rendu des services signalés et on lui doit la conservation de la plus grande partie du quai.

C'est Mr Antoine Mévère, gardien du café de Mr T. Trisconi, qui a donné l'alarme.

Le vent chassant avec violence du sud-est, on pense que ce sont les étincelles qui s'échappaient des cheminées du Camelia, qui ont mis le feu.

Menace de crevasse.

On rapporte que la Levée, à un mille et quart au-dessus de Carrollton, est en si mauvais état qu'il est possible qu'une crevasse se déclare si on n'y met bon ordre promptement.

Dans le cas d'une crevasse à Carrollton il est à craindre que les derrières de la ville soient noyés.

Le Bureau de Conversion.

Le Bureau de conversion s'est réuni hier matin, avec un quorum présent.

Il s'est borné à adopter une résolution demandant à Mr Kellogg de lui fournir une copie de la décision de la Cour Suprême dans l'affaire de Morey, qui a été réglée récemment.

TEMPERATURE.—6 mars 1876.

Thermomètre de C. Duhamel, opticien.

	Fahrenheit.	Centicrade.
6 A M.	64	18
12 M.	73	23
3 P M.	73	23
6 P M.	72	22

☞ Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5 et vous recevrez gratis une belle canette de thé chinois.

L'*Evening Express* vient d'être acheté par MM. Augustus Schell, Frederick Smith et Samuel Marsh, tous membres influents du Tammany Hall. M. Erastus Brooks reste chargé de la direction du journal.

LA QUESTION DU DIVORCE.—La pièce d'Emile Augier, *Madame Caverlet*, dont nous avons rendu compte il y a quelques jours, a remis sur le tapis cette grosse question du divorce que l'on agite en France depuis plus de quatre-vingts ans. Tous les journaux s'en occupent et se prononcent pour ou contre.

La *Presse*, qui réclame le rétablissement du divorce, rappelle l'histoire de la question :

Les Hébreux admettaient le divorce, les Grecs aussi, et les Romains en étaient friands. Saint Ambroise est pour, mais saint Augustin est contre. Les rois de France répudiaient leurs femmes avec une telle facilité que le nombre des reines renvoyées à leurs familles égale presque le nombre des reines mortes avec la couronne. Quand cet usage tomba en désuétude, les mœurs n'gagnèrent pas grand'chose, car c'est par bataillons serrés que les maîtresses de nos vieux monarques se présentent devant l'histoire.

C'est en 1789 qu'il en fut question officiellement pour la première fois. Un cahier des états-généraux, un seul, et, chose assez piquante, le cahier même dont était porteur le duc d'Orléans, réclama l'établissement du divorce. Tous les autres cahiers, sans exception, demandaient le maintien du principe de l'indissolubilité du mariage.

C'est seulement le 20 septembre 1792 que la Convention nationale décréta le divorce, sur la proposition du député Aubert-Dubayet. C'était alors une loi d'application assez facile et qui admettait toutes les exceptions imaginables. Elle permettait même aux divorcés, entre autres licences curieuses, de se réépouser d'eux-mêmes. Le code civil régla d'une façon plus sérieuse les questions matrimoniales, et il fermait surtout la porte aux abus.

Le décret du 20 mars 1803 rendit le divorce beaucoup plus difficile à obtenir, et à partir de ce jour, la loi nouvelle fut très sérieusement observée. Le divorce ne devait d'ailleurs durer que pendant peu d'années : la Restauration le supprima. En effet, le 8 mai 1816, intervint une loi qui substitua la séparation de corps au divorce.

Depuis 1816, les gens mal mariés sont obligés de se détester jusqu'à l'extinction de l'un des conjoints. En 1830 et en 1848, nos législateurs ont repoussé le projet du rétablissement du divorce.

CETTE SEMAINE SEULEMENT.—Tout acheteur d'une piastre ou plus de thé au dépôt de la rue du Camp No. 5, recevra gratis une belle canette de thé chinois.

Dépêches.

Nous appelons l'attention de nos lecteurs sur les nouvelles télégraphiques de ce matin. Elles contiennent, en premier lieu, des relevés très positifs sur les dernières élections de France, et en second lieu, des détails on ne peut plus scandaleux sur les habitudes et opérations de commerce du frère du président Grant. On ne sait plus où ces révélations s'arrêteront ; mais, à coup sûr, elles promettent beaucoup.

—Un recensement général qui vient d'avoir lieu dans l'empire du Japon donne une population de trente-trois millions d'habitants dont trois mille nobles environ et plus de deux cent mille prêtres.

Ce recensement nous apprend en outre que le mikado a vingt deux ans, juste le même âge que sa femme ; l'impératrice mère est âgée de trente-neuf ans et vingt-huit princes du sang complètent la famille impériale.

☞ Achetez pour une piastre de thé cette semaine au dépôt de la rue du Camp No. 5, et vous recevrez gratis une jolie canette de thé chinois.

A nos Abonnés des campagnes.

Nous sommes obligés de payer à la Nouvelle-Orléans même, depuis le 1er janvier 1875, d'après la nouvelle loi du Congrès, le port de tous les journaux que nous expédions à nos abonnés de l'intérieur. C'est donc à ces derniers, à qui leur poste locale ne pourra plus rien réclamer, de nous rembourser, on de nous payer le port en même temps que le prix de l'abonnement.

Le port est de 10 cents par mois, pour l'édition quotidienne, et de 25 cents par an pour l'édition hebdomadaire.

Les maîtres de poste ainsi que nos agents devront donc se faire payer ce montant additionnel et nous le transmettre en même temps que le prix de l'abonnement.

—62—

Un restaurant fortifiant.—Les " Hostetter's Stomach Bitters" sont, dans la plus forte expression du mot, un restaurant fortifiant. Les changements que ce grand remède botanique produit dans l'organisation en désordre, sont toujours agréables bien que très sérieusent progressifs, jamais brusques ni violents. A cause de cela, ils sont admirablement convenables aux personnes de constitution délicate et faibles de nerfs, à celles qui ne peuvent supporter l'action puissantes drogues minérales. Qu'ils intient ces procédés qui ont pour résultat le rétablissement de la santé, c'est prouvé jusqu'à l'évidence dans les cas où l'on s'en sert pour surmonter cette cause fertile de débilité, l'indigestion, accompagnée, comme à l'ordinaire, de bile et de constipation. Une action entière, des évacuations régulières et d'abondantes sécrétions sont les résultats qui en suivent promptement et invariablement l'usage systématique. C'est, en outre, le meilleur préventif contre les maladies d'infection, et un diurétique de premier ordre

Marié, samedi 26 février 1876, à l'église de l'Annonciation, par le Rév. Père Durier, S. J., LOUIS LORÉDAN DE SANTOS à Mlle MARIE PHILOMÈNE NAVARRO, tous deux de cette ville.

Décédé hier, à six heures du matin, à l'âge de soixante-douze ans, JEAN NICOLAS GALLOIS, né à Condé les Autry, département des Ardennes, France.

Les parents et amis de la famille sont priés d'assister à son enterrement qui aura lieu aujourd'hui, à midi précis. Le convoi partira de l'Asile de la Société Française, rue Ste-Anne, entre Roman et Derbigny, où le corps est exposé.

De la part de sa fille, Mme Vve L. F. Masson.

Société française de Bienfaisance et d'Assistance Mutuelle de la Nouvelle-Orléans.—Décédé hier matin, à l'âge de soixante-douze ans, le sociétaire JEAN NICOLAS GALLOIS, né à Condé les Autry, dépt. des Ardennes, France.

MM. les sociétaires sont invités à assister à ses funérailles qui auront lieu aujourd'hui, à midi.

Le corps est exposé à l'asile, d'où le convoi partira.

Par ordre du Président,
L. SCHWEITZER.
Le Secrétaire, L. SIMON.

Décédé le 4 mars 1876 à Alger, rive droite, à l'âge de seize ans, NELSON JOHN FOUCHE, fils de LOUIS N. FOUCHE et d'ELIZABETH H. THOMPSON.

MESSE FUNÈBRE.

Les amis de Mme A. DELPIT sont priés d'assister à une messe qui sera dite pour le repos de son ame demain mercredi, 8 du courant, par le Rév. Père Mothon, de l'ordre des Dominicains, à la Cathédrale, à 7 heures et quart.

7mars—1f De la part d'icelle.

Bureaux du Mutual Aid and Benevolent Life Insurance Association, au No 19 de la rue Orléans, le 13 novembre 1875, de mars 1876.—Les membres de cette Association sont informés de la mort de Mme H. Vergin, décédée à la Nle-Orléans, le 13 novembre 1875, de celle de M. Mc N. Weir, décédé, à la Nle-Orléans, le 25 novembre 1875 ; de la mort de M. J. Nogaret, décédé, à la Nle-Orléans, le 29 novembre 1875. Ils sont requis, dans autre avis, de se présenter aux bureaux de l'Association, No 19 de la rue du Camp, et d'y payer $1,25 sur chacun de ces décès, d'ici au 12 avril 1876, à 4 heures de l'après-midi.

7mars—au 12mars. R. W. YOUNG, Secrétaire.

Entrepot de Tapis et de Rideaux

VENTE EN GROS ET EN DETAIL.
No 17 DE LA RUE DE CHARTRES
TAPIS—Axminster, Velours, Bruxelles, etc.
TOILES CIREES—anglaises et américaines.
NATTES—blanches, à carreaux et de couleur.
STORES—Couvertures de Tables et de Pianos
ETOFFES—Rideaux et à Meubles.
BROCATELLES, COTELINES, &c.
BURLAPS, par balle, pièce ou verge.
A. BROUSSEAU & SON.
5mars—3f DMVFP

Siecles de Officials—Nueva Orleans, Marzo 6, 1876—La Sociedad Hispano Pellipino de Beneficencia de N. O. han sido elijido los oficiales siguientes que presente año 1876.

G. Gomez — Presidente.
L. D. Bautos, — Vice-Presidente.
A. Pellarolo, — Secretario.
D. J. Villareza, — Secretario.
G. G. Cotina, — Gran Marcial.

Por orden del Presidente,
D. J. VILALBREZA,
Secretario.
7mars—2f

Rendiconto del Ballo date dalla Commissione direttrice dell' Asilo Italiano, la sera della 24 febbrajo.

Al 1vo.	Passivo.
Biglietti venduti	$ 735
Per vendita di diritti al restorante, ec.	159
	894
Benefizio netto	579 25
	$894 00

J. B. ROSI, Tesoriere.
7mars—1f.

LES messieurs dont les noms suivent sont les officiers de l'"Original Young Men's Lafayette Glee Club" pour l'année courante : CHAS. LEBEUNE, président.
J. BURKHARDT, vice-président.
A. A. VALLAS, secrétaire.
T. W. TRELFORD, secrétaire des finances.
CHAS. BURKHARDT, trésorier.
Plus pour remplir des vacances.
Nlle-Orléans, 2 mars 1876. 7mars—

AVIS.

Taxes de ville de 1876.

Département des Finances,
Hôtel de Ville,
Nlle-Orléans, 7 mars 1876.

TOUS les comptes des taxes de ville, de 1876-qui n'auront pas été payés le 31 du courant seront procédé conformément à la loi et porteront 10 pour cent d'intérêt l'an et les frais à partir de la susdite date.

Il sera alloué, jusqu'alors, une diminution (rébaté), de 1 pour cent.

EDW'D PILSBURY,
Administrateur des Finances.
7mars—aus1

Cuisinier,

ON a besoin à l'Hôtel Conti Verandah, No 25 rue Conti, d'un bon cuisinier, blanc ou noir. S'adresser immédiatement. 7mars—1f

Demande d'ouvriers mécaniciens.

DE bons ouvriers mécaniciens, trouveront à s'employer en s'adressant au No 75 de la rue d'Orléans.

Inutile de se présenter sans de bonnes recommandations. 7mars—1f

A Louer.

Tout le second étage de la grande bâtisse située à l'angle des rues St-Pierre et Royale, comprenant 4 pièces faisant face à la rue Royale, vérandah, et cuisine. Pour les conditions, s'adresser au magasin de blanchisserie au rez de chaussée. 7 mars—6 f.

A